

décembre 2016

veille économique agricole

CERFRANCE 

LETTRE N° 46

- | | | | |
|----|---------------|----|------------------|
| 01 | Lait | 05 | Viande ovine |
| 02 | Lait bio | 06 | Grandes cultures |
| 03 | Viande bovine | 07 | Sucre |
| 04 | Porcs | 08 | Viticulture |

édito

Les leçons d'une année 2016 forte en stress



Philippe BOULLET
phboulet@cn.cerfrance.fr

Au moment où chaque exploitant s'attache à réagir pour atténuer la déconvenue de 2016, saisir les opportunités du marché ou réviser ses pratiques, tirons quelques enseignements de ces circonstances assez exceptionnelles en portant notre attention sur les filières grandes cultures et lait.

L'aléa climatique s'est manifesté avec ampleur.

Il nous a surpris, au plus mauvais moment, juste avant la récolte. Les exploitations à l'assolement très spécialisé sur les céréales n'ont alors guère que l'assurance pour pallier le coup dur. On voit qu'elle ne se déclenche que si le sinistre est particulièrement rude. Il faut donc avoir aussi, en parallèle, la trésorerie pour supporter des baisses significatives, démoralisantes, mais qui relèvent bien aujourd'hui de la gestion pluriannuelle de l'exploitation.

Les exploitations à l'assolement diversifié ont vu l'impact du choc céréalier limité par d'autres cultures, comme le lin, la pomme de terre, la betterave, même le colza. La résilience de systèmes productifs diversifiés est apparue au grand jour, et encore plus lorsqu'on apporte la plus grande attention à la richesse de ses sols en matière organique.

Enfin nous voyons en ce moment, que la valeur ajoutée se gagne sur les détails, la récolte faite. Travailler son stock, trier, écarter pour atteindre les seuils de qualité, permet d'honorer des engagements et d'aller à la rencontre d'une demande intérieure qui cherche une matière première à haute valeur.

Les exploitations laitières connaissent une tension sur les prix en plus d'une inquiétude sur les fourrages.

Le scénario 2016 nous confirme que structurellement la filière laitière française ne cherche pas à augmenter ses volumes. Les investissements pour des produits tirés par leur marque se font au plus près des nouveaux consommateurs mondiaux. Les investissements en nouvelles capacités en France se font sur des créneaux hautement volatils, qui peuvent s'avérer parfois très valorisés, mais aussi, comme cette année, très peu attractifs. Sauf à voir s'opérer des transferts entre régions, si opportunités de volume il doit y avoir sur les exploitations, il faudra les gérer en logique de gestion marginale de la production.

Enfin nous observons un phénomène de « tentation du bio ». Espérant sortir du cycle de la volatilité, de nombreux exploitants laitiers regardent la croissance de la demande en bio avec les yeux de Chimène. Ce que nous voyons en marche côté filière, ce sont des acteurs qui, eux, règlent leurs pas pragmatiquement sur la croissance des flux dans les linéaires : l'offre intérieure n'ira pas plus vite que la demande. La transformation du système productif qu'entraîne la conversion dans les exploitations devra s'accompagner d'une attention vis-à-vis des débouchés pour que chacun ajuste ses ambitions de croissance au rythme de la demande.

Trois Enseignements

Au travers de ces deux filières en 2016, nous voyons rappelé que l'incertitude porte autant sur les volumes que sur les prix. Cette instabilité devrait conduire à raisonner ses investissements en considérant que certains volumes, parce qu'incertains, doivent être traités sur le mode de l'intérêt marginal. Le deuxième enseignement est que la résilience n'est pas une préoccupation théorique. La perspective de l'assurance n'en dispense pas. Enfin l'implication dans la chaîne de valeur vaut pour les filières longues également, pour aller chercher les signaux de qualité qu'émet le marché.

01. Lait

L'Europe est le principal acteur responsable du déséquilibre offre/demande.

Vers un équilibre offre/demande et la remontée des prix

Reprise des échanges, déclin de la production mondiale, remontée des prix des produits industriels: vers plus de perspectives 2017 pour les producteurs.

La collecte mondiale de lait fléchit depuis l'été 2016

Sous l'effet des prix baissiers, un reflux s'observe dans nombre de pays de l'hémisphère sud et d'Europe.

C'est pour l'heure plus une rupture de la progression des volumes qui s'observe qu'un reflux réel de la collecte en millions de tonnes.

Sur les cinq grands bassins producteurs: États-Unis, Nouvelle-Zélande, Australie, Union Européenne et Argentine, le comparatif des 7 premiers mois 2016 par rapport à la même période 2015 donne en effet une progression nouvelle de 1,2% du volume produit soit + 2,23 millions de tonnes.

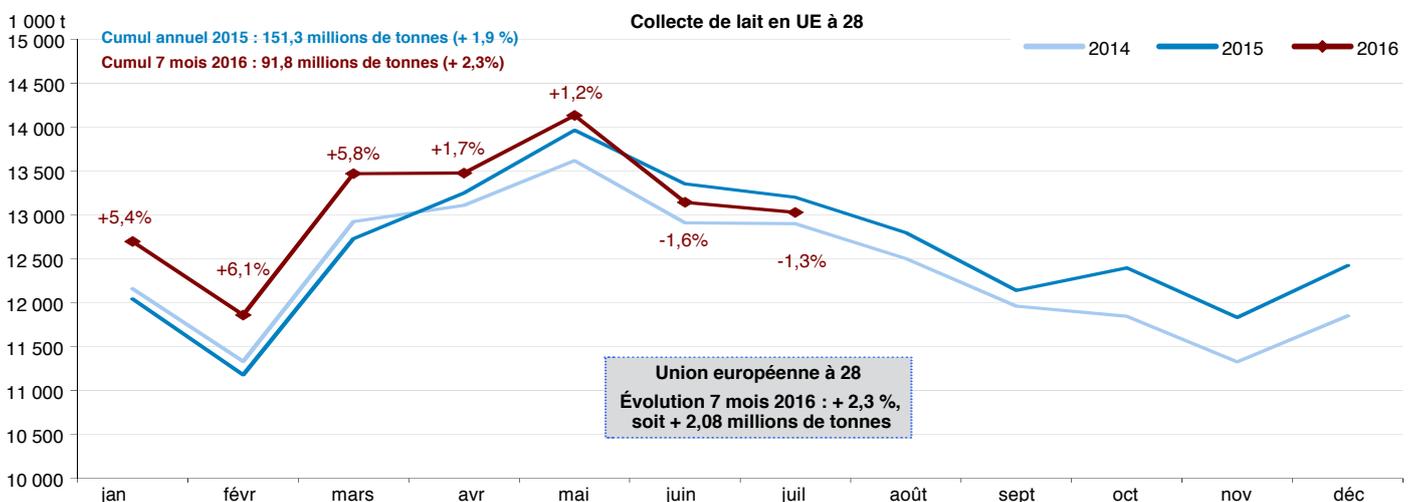
Mais, outre les États-Unis qui poursuivent leur croissance pour assouvir celle de leur marché intérieur, les autres bassins amorcent une régression de leur dynamique de production.

C'est le cas sur ces 7 premiers mois 2016-2015 de:

- l'Argentine: -14,1%,
- l'Australie: -5,6%,
- la Nouvelle-Zélande: -0,3% (-2,7% en août).

Qu'en est-il de l'Europe? L'Europe, faut-il le rappeler, est le principal acteur responsable du déséquilibre offre/demande mondial par ses volumes mis sur le marché depuis la fin des

L'UE depuis juin réduit ses volumes de production



Source : FranceAgriMer d'après Commission Européenne, AML et Feoga.

L'été chaud et sec a impacté les fourrages disponibles de cet hiver.

quotas. Sa dynamique est donc scrutée d'autant qu'elle ne semblait pas réduire sur les premiers mois 2016 ses volumes de collecte malgré des prix baissiers (encore plus de 2 millions de tonnes mis sur les marchés sur les 7 premiers mois 2016-2015). Depuis juin, c'est toutefois un net reflux qui s'observe sur la production européenne.

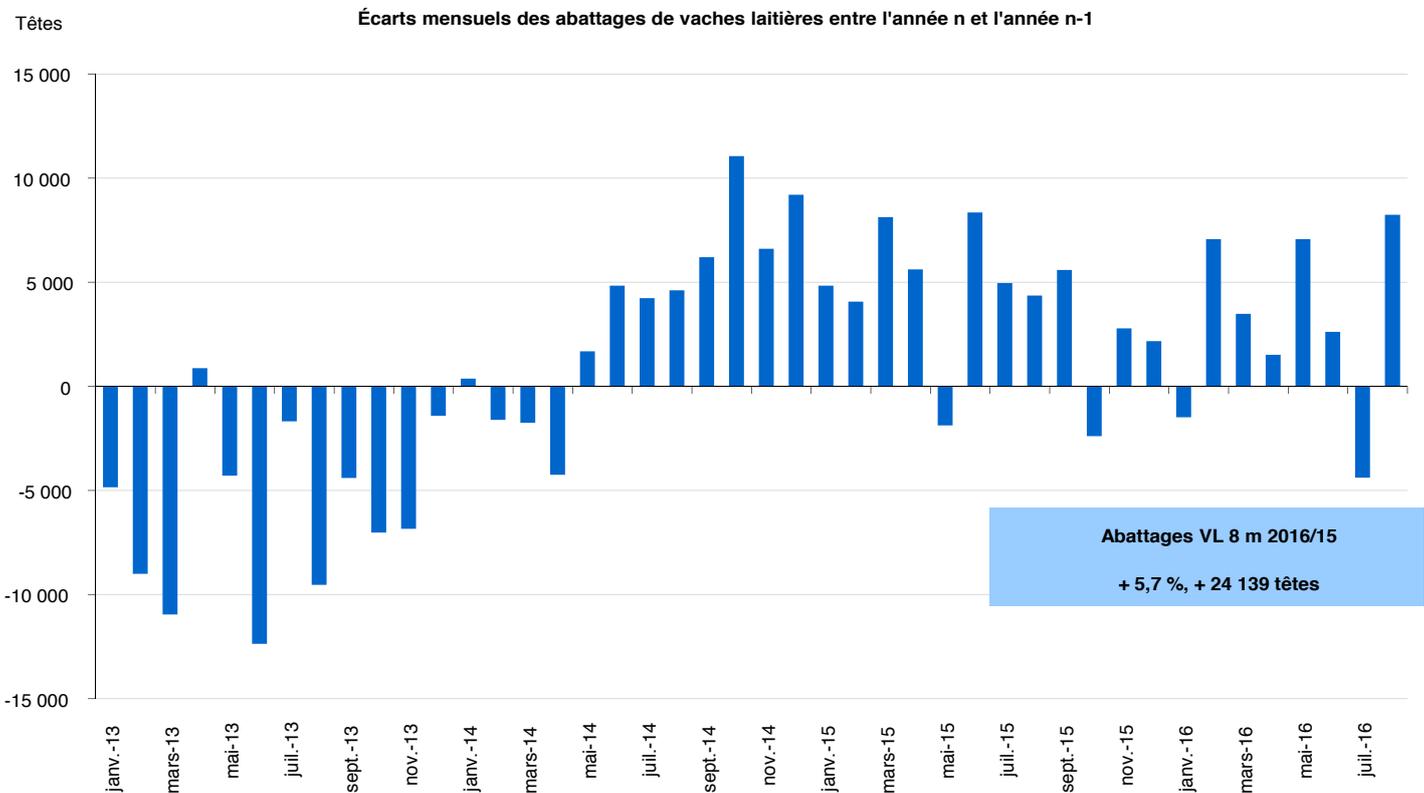
Le succès du plan de soutien à la réduction de la production décidé par Bruxelles démontre un moindre engouement de la plupart des pays européens à produire avec les prix de marché actuels. Seuls, l'Irlande et les Pays-Bas persistent encore à produire avec des taux de croissance respectifs de 7,4% et 10,2%.

La collecte française

Le repli de la production est plus marqué et plus rapide en France comparé aux pays du Nord de l'Europe (-2% sur les 9 premiers mois de l'année par rapport à l'année 2015). L'adhésion des producteurs français au plan de réduction européen (14 800 producteurs représentant 20% de l'enveloppe européenne), soit près de 25% d'entre eux reflètent cette moindre dynamique à produire.

L'été chaud et sec qui a impacté les fourrages disponibles de cet hiver dans nombre de régions françaises a ajouté un autre frein pour produire.

Décapitalisation dans le troupeau laitier



source: FranceAgriMer d'après Normabev.

Le panier des différents produits laitiers des transformateurs constituera graduellement la base contractuelle du prix du producteur.

Le surcroît de décapitalisation de vaches laitières (abattages: + 5,7% 2016-2015) et le moindre potentiel de renouvellement qui s’amorce sont des indicateurs complémentaires à ce repli de production.

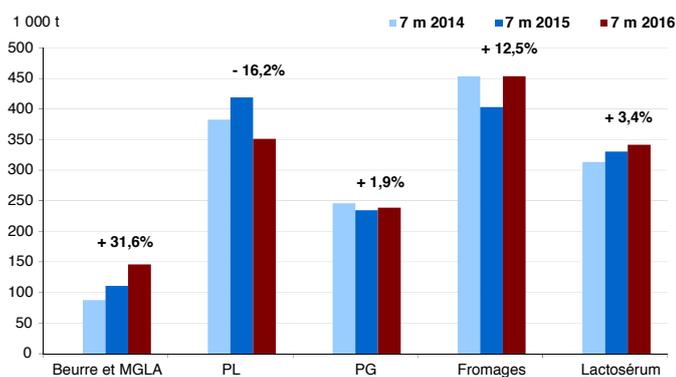
que leur fabrication s’est avérée active avec le doublement du contingent d’intervention. Ces stocks constitués (350 000 t de PLE à l’intervention dont 20% pour la France) pèseront assurément sur la rapidité de la reprise des prix lors de leur retour sur le marché.

Regard sur la demande

Les échanges mondiaux retrouvent une dynamique tirée par les importations de la Chine et du Brésil. Matière grasse, fromages et lactosérum bénéficient d’un vrai sursaut dans les échanges mondiaux (+11% pour le beurre, + 4,2% pour les fromages). Les importations de la Chine repartent à nouveau. L’Union Européenne participe à cette reprise des échanges et accroît ses exportations.



Exportations de l’UE à 28 vers pays tiers



Quels prix des produits laitiers et quelles perspectives pour les producteurs ?

Les fondamentaux

L’interventionnisme de Bruxelles par de quelconques mesures de soutien aux marchés UE restera limité. L’équilibre offre/demande mondial et européen est de fait déterminant pour la valorisation des produits industriels.

Les marchés communautaire et intérieur français sont en compétition sur des produits de grandes consommations non segmentés.

La compétitivité filière (producteurs/transformateurs) est de plus en plus déterminante pour l’acquisition de parts de marché. Le consommateur reste le grand arbitre du prix au-delà du distributeur. Le panier des différents produits laitiers des transformateurs constituera graduellement la base contractuelle du prix du producteur.

Pour les PGC, ce sera le status quo jusqu'aux négociations commerciales de février 2017.

Qu'en est-il sur cette fin 2016 ? Pour quelle projection 2017 ?

Les prix des produits industriels connaissent une reprise rapide

Entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} octobre, le prix de la PLE (poudre de lait écrémé) progresse de 15,7% et atteint plus de 2000€ par tonne pour être désormais au-dessus du prix de l'intervention, mettant fin à l'augmentation des stocks européens. Sous l'effet du beurre, la valorisation beurre-poudre passe de 220 à 280€ par 1000 litres en cette fin d'année.

Les produits de grande consommation en France (PGC)

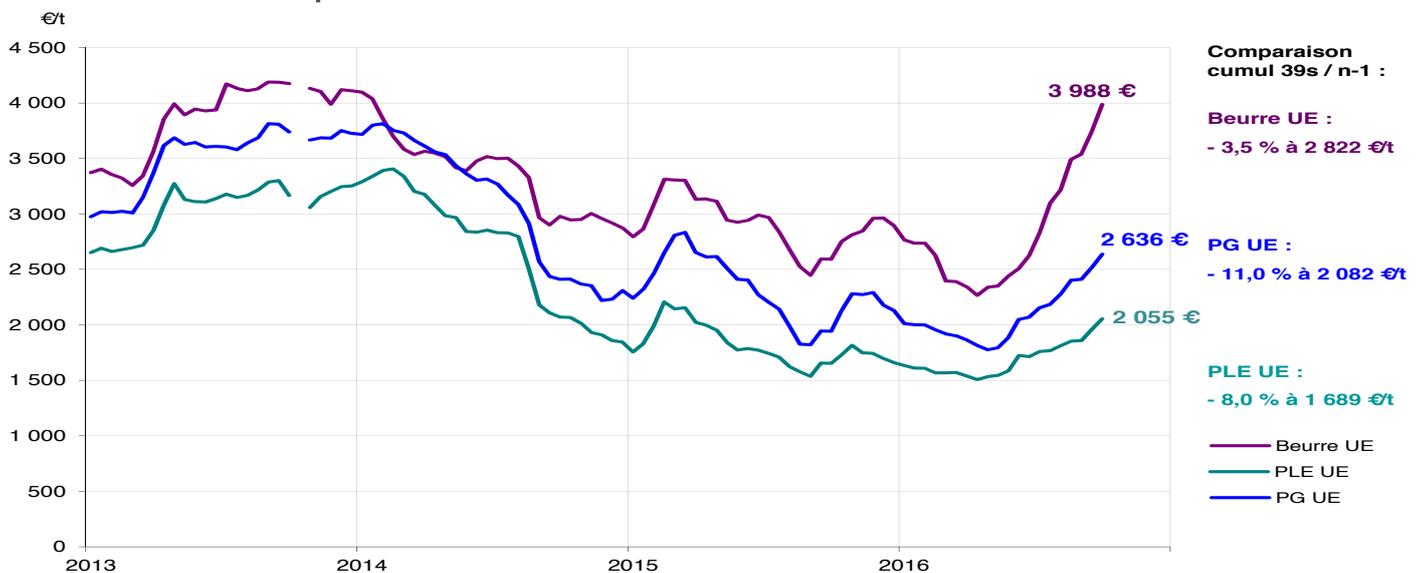
Une stabilité voire une légère baisse de leur valorisation constituent la tendance sur le marché intérieur ; le pouvoir d'achat et l'impact

des offres promotionnelles tendent à réduire la valorisation de ce marché intérieur. Par exemple en valeur : l'ultra frais réduit de 2% son marché sur 2016, le lait de près de 0,4%, le fromage stagne malgré la reprise des fromages ingrédients.

Fin 2016 et pour 2017, le prix du lait sera boosté par les produits industriels.

Pour les PGC, ce sera le status quo jusqu'aux négociations commerciales de février 2017 avec la distribution, négociations qui s'annoncent déjà complexes au regard du marché et des premières déclarations d'intention. Reste l'arbitrage du consommateur français de plus en plus sensible aux notions de commerce équitable, production locale et coût de production (tout au moins en termes d'intentions) mais dont l'acte d'achat reste incertain sous la pression du pouvoir d'achat.

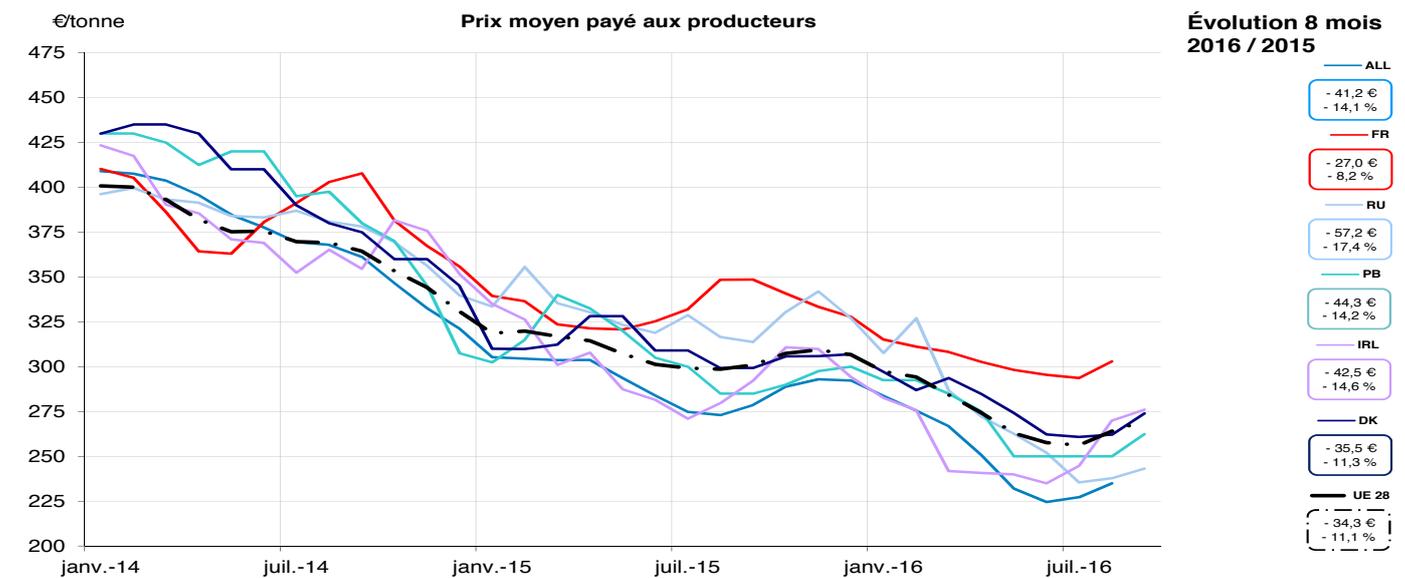
Cours mondiaux des produits laitiers



Source : FranceAgriMer d'après USDA.

Les prix du lait marquent dans l'ensemble de l'Union Européenne une évolution à la hausse.

Dans l'UE, les prix du lait semblent être repartis à la hausse



Vers de meilleurs prix producteurs 2017

Nombre d'indicateurs convergent dans ce sens, toutefois pour un retour 2017 à l'équilibre offre/demande, il faut le maintien des importations chinoises et la poursuite de la réduction de l'offre de l'Europe entre autres.

En cela, une reprise trop rapide des produits industriels pourrait être un signal donné aux pays de l'UE à produire, lequel pourrait saper les efforts faits pour un retour des équilibres offres/demandes.

A ce jour, les prix du lait marquent dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne une évolution à la hausse, tendance qui devrait se confirmer au regard des données exposées.

Après avoir connu en France, des prix de base de :

- 360€ 1000 l en 2014,
- 300€ 1000 l en 2015,
- 270€ à 285€ 1000 l en 2016.

Une perspective dans une fourchette de 300 à 340€ 1000 litres avec un regard optimiste pourrait être celle de 2017.

Il faudra certes gérer parcimonieusement la remise sur le marché des stocks d'intervention pour ne pas nuire à cette embellie nécessaire au maintien du nombre de producteurs laitiers.

Leur coût de production, malgré un repli suite à leurs efforts, souffre d'inertie et ne saurait rencontrer un prix de vente durablement inférieur.



Jean-Yves MORICE
jymorice@53-72.cerfrance.fr

02. Lait bio

La crise en lait conventionnel est venue accélérer la décision de conversion.

La production de lait bio s'affirme dans un contexte laitier bio en croissance

Les consommateurs plébiscitent les produits bios, les producteurs laitiers répondent à cette demande qui leur permet de se déconnecter du marché laitier conventionnel de plus en plus exposé.

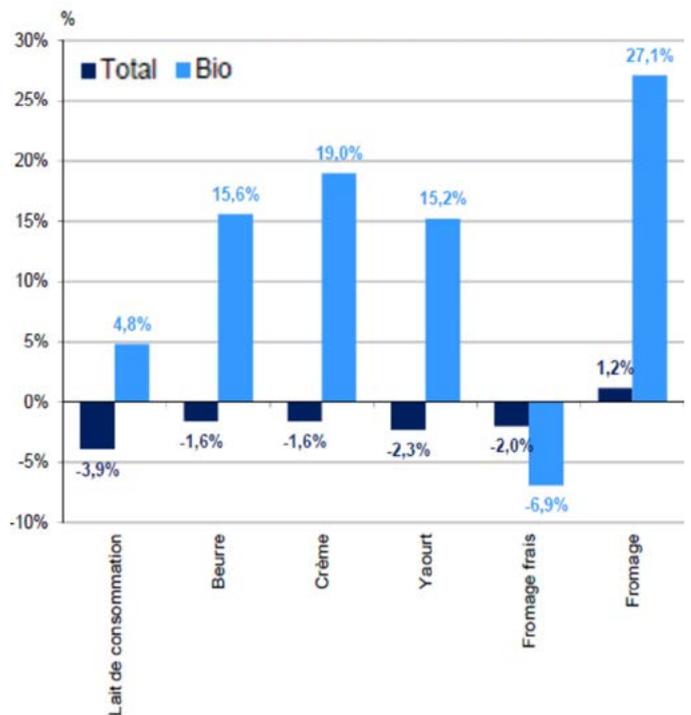
La consommation de produits bio a le vent en poupe

L'attrait pour les produits issus de l'agriculture biologique traduit une demande sociétale pour une alimentation orientée santé, protection des ressources et de l'environnement. Il est à noter que les jeunes participent à cette mouvance.

L'ensemble des produits laitiers bio voit son marché progresser quand la filière laitière conventionnelle recule sur tous les segments. En 2015, le marché des produits laitiers bio a représenté 2,2% de la collecte de lait en France.



Évolution des achats des ménages (3P 2016-2015)



Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Le nombre d'exploitations laitières en conversion bio connaît une vague de croissance

Face à cette demande croissante, les éleveurs laitiers sont de plus en plus nombreux à convertir leur exploitation en système bio. Ils sont 560 producteurs spécialisés en France à s'être engagés sur les 6 premiers mois de 2016. C'est le même constat dans la majeure partie des pays européens.

Pour ces nouveaux entrants, la crise en lait conventionnel est venue accélérer la décision de conversion.

Le lait bio quitte son statut de niche pour devenir un marché spécifique.

Évolution de la production annuelle de lait bio des différents pays européens depuis 2007



La France, 2^e producteur européen de lait bio après l'Allemagne

Source: données Bioland

Cette dynamique de développement des exploitations laitières bio entraînera, après la période de conversion de deux ans, une forte augmentation des volumes. La collecte sur 2017-2018 devrait croître de 25% en France. La production atteindrait 800 millions de litres en 2019 contre 568 millions de litres en 2015.

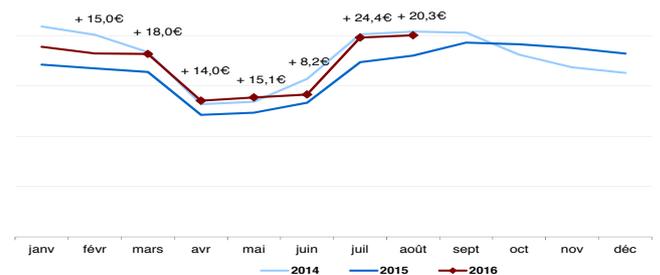
L'évolution des conversions en lait bio s'est faite par paliers: en 2001 avec les CTE, en 2010 dans un contexte de crise du lait, puis maintenant en 2016. Lors des deux premiers coups d'accélérateur, le marché n'a pas pu absorber toute de suite la hausse de collecte, se traduisant par un impact négatif sur le prix du lait bio. Sur la dernière période, deux années ont été nécessaires au marché (2012-2013) pour retrouver son équilibre.

Dans l'Union Européenne, c'est une évolution annuelle de plus de 7% qui est également attendue pour 2017 et 2018. L'Allemagne peine à satisfaire sa demande et la France n'est pas exposée aux importations compétitives pour l'heure.

Un prix rémunérateur déconnecté du lait conventionnel

Le différentiel de prix antérieurement constaté de 100€ 1000 litres entre le lait bio et le conventionnel n'est plus la règle. Le lait bio quitte son statut de niche pour devenir un marché spécifique déconnecté du conventionnel. Les prix producteurs n'ont pas connu « les soubresauts » du lait conventionnel comme en témoigne le graphique ci-dessous.

Évolution du prix standard du lait bio payé au producteur



Tout comme la collecte, le prix du lait payé au producteur est reparti à la hausse en juillet. Source: FranceAgrimer

Les collecteurs de lait bio montrent aujourd'hui des stratégies diverses.

Aujourd'hui, avec une filière qui est mieux structurée qu'en 2010, quelle perspective de prix du lait bio en 2018 ? Sera-t-on dans un contexte :

- d'offre supérieure à la demande, qui oblige à dégager du lait bio dans le circuit conventionnel, et entraîne une baisse du prix moyen payé aux producteurs ?
- ou d'une consommation qui continue sa progression et absorbe l'augmentation de collecte ?

Les enjeux de la filière lait bio en plein développement

Pour les producteurs, réussir leur projet de conversion :

- à chacun son système : visiter des exploitations avant d'engager une conversion, se faire une idée de ce qui est le plus adapté, puis construire son projet sur les plans technique et économique,
- être engagé ou prêt à s'engager sur des systèmes de production visant l'autonomie fourragère et protéique,
- être convaincu de l'intérêt du bio et être acteur dans la filière,
- adhérer à la demande sociétale de durabilité et éviter de choisir le Bio pour le seul différentiel de prix avec le conventionnel.

Pour préserver la valeur ajoutée :

- maintenir la recherche, l'innovation produit et le marketing de ce segment de marché,
- surfer sur cette attente sociétale de consommation et y répondre via une communication et un cahier des charges instaurant la confiance du consommateur,
- ajuster l'offre et la demande. Les collecteurs de lait bio montrent aujourd'hui des stratégies diverses entre l'encouragement à la conversion pour certains et le frein aux nouveaux engagements pour d'autres,
- poursuivre la structuration de la filière et asseoir une gouvernance permettant le maintien de la valeur ajoutée et l'émulation de tous les acteurs.

Quelles stratégies si la production de lait bio poursuit sa progression ?

Être à l'écoute du consommateur et maintenir la confiance

Biolait premier collecteur de lait bio (SAS de producteurs, 170 millions de litres) dispose d'administrateurs au sein de biocoop (400 magasins). Ainsi, à l'écoute des consommateurs, les producteurs de Biolait viennent de renforcer leur cahier des charges. Ils ont décidé d'alimenter les vaches avec des matières premières uniquement d'origine française.



Martine POUPARD
mpoupard@85.cerfrance.fr

03. Viande bovine

Les opérateurs privilégient dans un premier temps les approvisionnements d'animaux issus du troupeau laitier.

Quand le marché du lait dirige celui de la viande

Une offre pléthorique de vaches

Le fait marquant de l'année 2016 restera l'offre abondante de vaches de réforme, qu'elles soient laitières ou allaitantes. C'est le résultat d'une combinaison de facteurs: des trésoreries exsangues qui poussent à la réforme, des stocks de génisses importants dans les élevages, un marché laitier difficile depuis plus de 24 mois... En France, comme en Europe les volumes d'abattage de vaches ont progressé de plus de 6% par rapport à 2015. Sur l'ensemble du continent les prix sont orientés à la baisse, en France les cotations des laitières chutent de 15% entraînant dans leur sillage une baisse de 9% des cotations des vaches allaitantes. Cette phase de décapitalisation devrait se poursuivre encore quelques mois, 25 000 à 50 000 têtes sont encore attendues durant l'hiver. Cependant on observe depuis plusieurs semaines une stabilisation des cotations, laissant présager un rééquilibrage progressif du marché en 2017. Reste à espérer que la reprise des prix des produits laitiers sur le marché mondial se confirme et pousse les éleveurs à ralentir leur rythme de réformes.

L'année 2016 démontre à quel point les liens entre le marché du lait et de la viande sont forts, partagés entre des interactions concurrentielles et complémentaires:

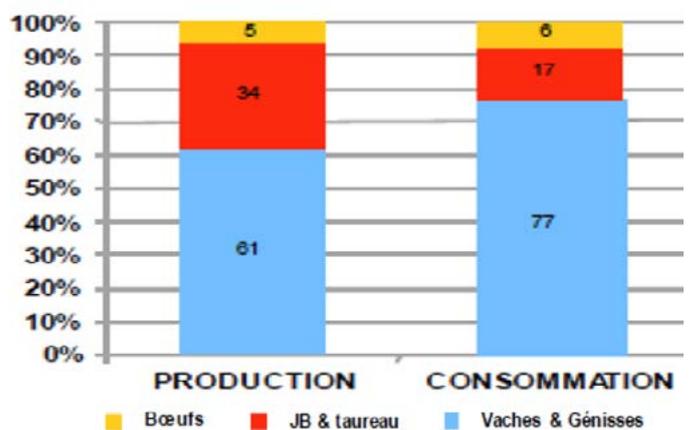
- les phases de capitalisation et décapitalisation du cheptel laitier bouleversent régulièrement les équilibres offre-demande de la viande et fixent ainsi le prix directeur des vaches

allaitantes. Ce fut le cas en 2007, en 2010 quand face à un prix du lait porteur la rétention des animaux laitiers a provoqué une hausse du prix des réformes allaitantes et inversement en 2008 ou en 2016.

- l'évolution des modes de consommation renforce cette tendance concurrentielle. Le haché poursuit sa progression au rythme de 2% par an au détriment des achats de viandes piécées en baisse de 15% depuis 2010. Plus d'un tiers des rayons des supermarchés sont consacrés à des produits en promotions ou à bas prix, alimentés principalement par du catégoriel laitier. Ainsi les opérateurs privilégient dans un premier temps les approvisionnements d'animaux issus du troupeau laitier, plus homogènes dans leur conformation, plus faciles à travailler pour les découpes à la chaîne. Même si les vaches de haute qualité bouchère résistent mieux à ces tendances, il n'en demeure pas moins qu'une partie du troupeau allaitant connaît de plus en plus de difficultés à se positionner dans ce nouveau schéma de consommation.

Production et consommation de gros bovins en France

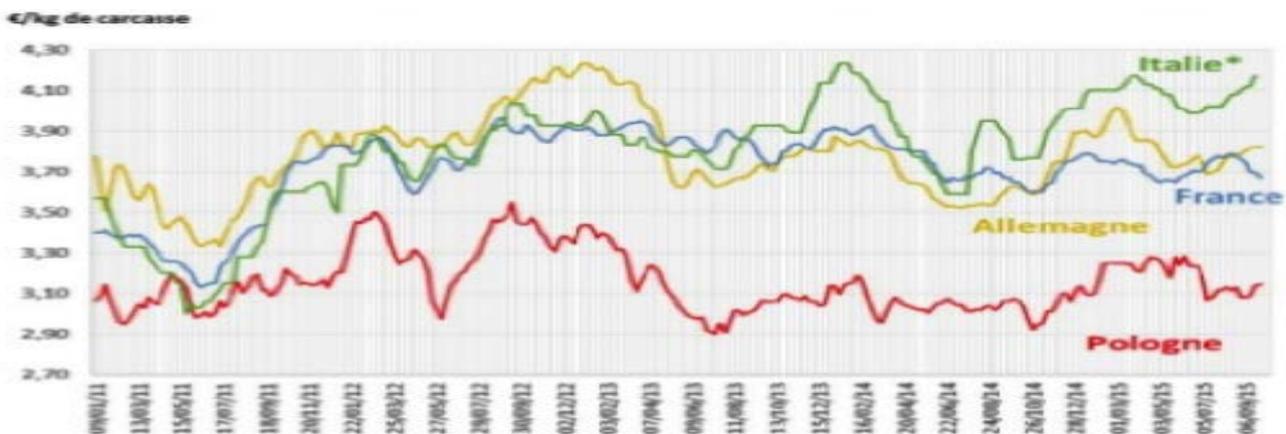
(Estimation GEB/IDELE données en% du tonnage TEC GB 2014)



Source: Présentation CGAAER, novembre 2015.

Les véritables leviers d'amélioration des résultats sont indépendants de la conjoncture.

Comparaison des prix des JB R français, italien (croisé à Modène), allemand et polonais



Source: GEB, Institut de l'élevage d'après Commission européenne et bourse de Modène

Le marché du jeune bovin, dans un étai

La baisse du prix des vaches entraîne par ricochet des difficultés pour les jeunes bovins. Sur le marché indigène, ils peinent à trouver leur place dans des abattoirs déjà saturés par les femelles et les prix souffrent de cette situation. Rappelons qu'en France la consommation se porte essentiellement sur de la viande rouge (vache ou bœuf).

Les difficultés sont également présentes sur l'export notamment sur les marchés historiques. La Grèce engluée dans une situation économique difficile achète moins de quartiers de JB. L'Italie oriente ses importations de jeunes bovins vers des produits moins chers provenant de l'Europe de l'Est. Le manque de compétitivité du JB français pose aujourd'hui un problème aux opérateurs pour remporter les appels d'offres. Cette tendance baissière pourrait se renforcer dans les prochains mois. En septembre 2016 ce sont près de 800 000 mâles de moins d'un an qui ont potentiellement alimenté le marché du brouillard, soit 59 000 têtes de plus qu'en 2015. La croissance du nombre de veaux est la conséquence directe de la capitalisation des vaches allaitantes depuis 2013. Or, contrairement à 2015, la Turquie ne désengorgera pas le marché

avec ses achats de près de 80 000 têtes. Si les brouillards ne trouvent pas de place à l'export, ils seront certainement réorientés vers les ateliers d'engraissement français... mais au bout du compte pour répondre à une demande très hypothétique.

La baisse généralisée des prix va se répercuter sur le revenu des exploitations allaitantes, structurellement bas depuis plusieurs années. Mais n'oublions pas que les véritables leviers d'amélioration des résultats sont indépendants de la conjoncture. Raisonner la saisonnalité des sorties, travailler la finition des femelles, améliorer la productivité du travail, produire un veau par vache et par an, mettre en perspective ses investissements et son coût de production sont des leviers sur lesquels les éleveurs peuvent agir et qui sont source de réussite.



Nathalie VELAY
nvelay@alliancenessentielle.cerfrance.fr

04.

Porcs

Depuis 2014, dans certaines provinces chinoises, des dizaines de milliers d'élevages ont fermé.

Après le rétablissement en 2016, quel prix du porc en 2017 ?

L'année porcine 2016 a été sauvée par la Chine. La hausse de ses importations a permis le redressement des cours à partir du mois de mai. Leur retombée depuis octobre fait craindre pour 2017. La poursuite de l'appel d'air chinois est probable, mais son amplitude inconnue. Côté offre, une relative incertitude règne quant au niveau des productions européenne et états-unienne en 2017. La prudence reste de mise. En attendant, les producteurs français soufflent un peu avec une année qui devrait enfin aboutir à un solde positif.

En cette fin d'année, les prédictions de prix du porc pour 2017 vont bon train. Au vu des incertitudes qui règnent, tant du côté de l'offre que de la demande, les conclusions des analystes reflètent surtout le tempérament, plus ou moins optimiste, de leur auteur. Impossible d'imaginer 2017 sans revenir sur les événements intervenus entre 2014 et 2016.

Restructurations à la chinoise

Petit retour en arrière: en 2014, la Russie annonce un embargo, d'abord pour raisons sanitaires puis géopolitiques, sur le porc provenant de l'Union européenne. La cotation amorce alors une descente qu'elle poursuit inexorablement en 2015. L'explication est simple: l'UE a perdu son premier marché extérieur alors que sa production ne cesse de croître: +2,8% par rapport à 2014. Les hausses de volumes en Espagne (+8,3%), au Danemark

(+5,7%), en Pologne (+5,2%), font l'objet de tous les débats. Les États-Unis, remis de la DEP (Diarrhée Épidémique Porcine), connaissent la même tendance, de même que le Brésil qui récupère le marché russe. Heureusement, l'Asie, en particulier la Chine, apporte une bouffée d'oxygène en augmentant ses importations de 50%. L'empire du milieu doit compenser la décapitalisation de son cheptel. Confrontés à des cours trop bas en 2013 et 2014, un certain nombre d'éleveurs chinois ont jeté l'éponge. Mais la réduction du cheptel provient surtout d'une restructuration à marche forcée imposée par le gouvernement. Le pays s'est fixé des objectifs de modernisation, concentration et régionalisation de la production, censés, d'une part améliorer l'autoapprovisionnement du pays, d'autre part résoudre les problèmes de pollution posés par les élevages. Un plan prévoit le développement de la production dans certaines régions et au contraire son interdiction totale dans d'autres afin d'éloigner les élevages des grandes villes, des sources d'eau potable et des zones fragiles d'un point de vue environnemental. En parallèle, les autorités planifient la fermeture d'un grand nombre de petits élevages familiaux, considérés comme responsables des problèmes sanitaires récurrents du pays. Des élevages de grande taille doivent remplacer les petites structures. Depuis 2014, dans certaines provinces chinoises, des dizaines de milliers d'élevages ont fermé, provoquant une baisse de production de plusieurs millions de porcs.

La première étape du plan de restructuration chinois conduit donc à une forte réduction des volumes. Oui, mais de combien exactement et pour combien de temps? Les données du Ministère de l'agriculture chinois donnent une perte de 25% du cheptel de truies entre 2013

La décre des volumes a provoqué en Chine une forte hausse du cours du porc.

et 2014, puis de 10% en 2015. Pour cette même année le bureau national des statistiques du pays parle plutôt d'une baisse de l'ordre de 3,3%. Pour 2016, la Rabobank estime la décroissance à 5%. Une chose est sûre, la décre des volumes a provoqué en Chine une forte hausse du cours du porc: +50% entre avril et août 2015, +60% sur le 1^{er} semestre 2016. Celle-ci, combinée au ralentissement de l'économie chinoise, a entraîné une rétractation de la consommation de viande porcine d'environ 4%.

Autoapprovisionnement versus importations

Le porc constitue en Chine une production stratégique. Elle représente environ les deux tiers de la consommation de viande. Les autorités ne peuvent se permettre de laisser son prix s'envoler trop haut et trop longtemps. Elles ont donc décidé, d'une part d'ouvrir les stocks stratégiques, d'autre part de recourir aux importations. En 2016 celles-ci grimpent de plus de 100%, passant d'environ 1 million de tonnes en 2015 à 2,4 millions. L'Europe fournit 70% des tonnages importés, avec en première ligne l'Allemagne, l'Espagne et le Danemark. Les autres pays européens bénéficient aussi de l'appel d'air car il entraîne une moindre pression sur leurs marchés nationaux.

Les choses vont-elles se poursuivre à l'identique en 2017? Tout dépendra de la vitesse à laquelle le pays parviendra à passer à la 2^e étape du plan de restructuration, à savoir la reconstitution des cheptels dans des exploitations modernisées. Si la Chine est le premier consommateur de porc au monde, elle en est aussi le premier producteur avec plus de 50% des volumes mondiaux. L'écart entre production et consommation, n'est que de 1 à 2%.

L'USDA s'attend à ce que la production chinoise se redresse en 2017, passant de 51,9 millions de tonnes

en 2016 à 53,7 millions, ce qui entraînerait un repli de 8% de ses importations. Celles-ci ont commencé à baisser au 3^e trimestre 2016. La Rabobank estime quant à elle que les imports devraient se redresser en fin d'année en raison de la faible production chinoise d'une part, et de la préparation du nouvel an chinois d'autre part (le 28 janvier).

L'afflux de viande importée, même si elle ne représente que 1,5% du marché chinois, inquiète de nombreux observateurs locaux qui y voient un danger pour la production locale. Il est probable que les autorités n'hésiteront pas à utiliser tous les outils de gestion des marchés connus, y compris les barrières douanières, s'ils jugent nécessaire de protéger leur production intérieure.

Recul de l'offre en Europe, hausse aux USA

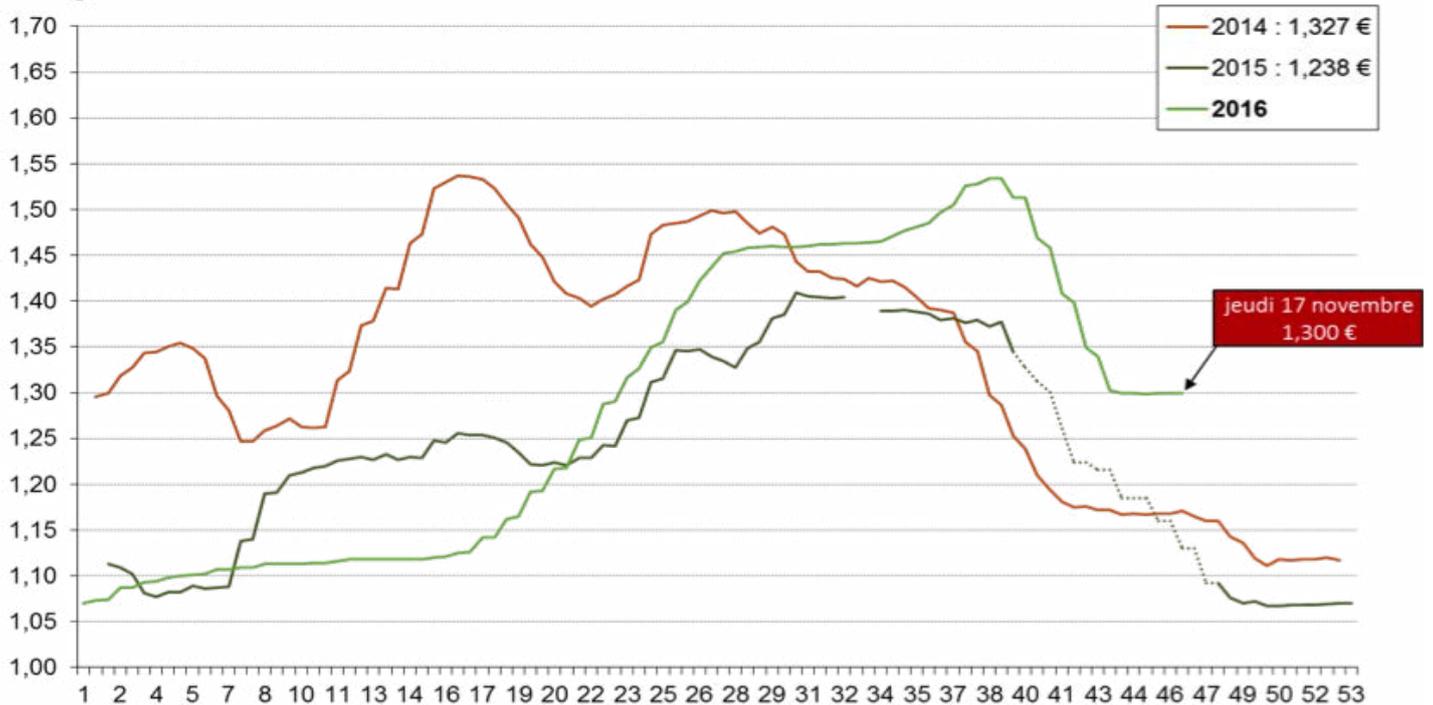
La remontée des cours du printemps n'est pas due à la seule Chine. La réduction du cheptel européen y a aussi contribué. C'est là l'autre inconnue de 2017: quelle sera l'ampleur de la baisse de production de l'Union européenne. Les dernières estimations prédisent une contraction de la production de 3,5% sur le 4^e trimestre 2016 et une stabilité en 2017. D'après l'enquête cheptel de mai dernier, le nombre de truies de l'UE reculerait de presque 4% en 2016. Les principales baisses se situent en Europe de l'est: Pologne (-15,8%), Hongrie (-7%). Les gains de productivité par truie et l'importation de porcelets danois ou néerlandais par la Pologne pourraient conduire malgré tout à un maintien des volumes.

De leur côté les États-Unis devraient conclure 2016 sur une hausse de 2% et poursuivre sur cette lancée avec une progression de 2,6% en 2017. Les cours ont commencé à chuter au cours de l'été, améliorant la compétitivité du pays à l'export.

2016 se soldera enfin en moyenne par une année bénéficiaire.

Cours du porc MPB : Base 56 TMP - Prix départ

en €/kg de carcasse



Après un début d'année à un niveau très bas, les cotations porc ont connu une remontée spectaculaire à partir du mois de mai. Redescendu au moins d'octobre, ils semblent se stabiliser autour de 1,30€/kg de carcasse.

Les marges progressent

Chez les producteurs de porc français, en début d'année, les marges brutes sont à un niveau encore bien bas. Elles s'améliorent au 2^e semestre avec une augmentation du prix payé producteur combiné à une baisse du coût de l'aliment. À partir des clôtures de septembre, elles permettent en moyenne de couvrir les charges de structure (rémunération de l'exploitant incluse). D'ici la fin de l'année, les marges devraient encore s'améliorer d'environ 100€ par truie. 2016 se soldera enfin en moyenne par une année bénéficiaire. De bénéfices, les producteurs en ont besoin pour renflouer les trésoreries. Le manque

de rentabilité des dernières années, notamment 2015, a laissé des traces. Au 1^{er} semestre 2016, le niveau de trésorerie est jugé dégradé à très dégradé chez une majorité d'entre eux. Une meilleure rentabilité doit s'inscrire dans la durée pour permettre d'engager plus sereinement des investissements pour l'avenir.



Anne BRAS
abras@29.cerfrance.fr

05.

Viande ovine

Le nombre d'éleveurs continue à diminuer et les projets d'installation en système ovin restent timides.

Vive la réforme de la PAC!

Comme nous l'avons anticipé, la réforme de la PAC apporte une bouffée d'air aux exploitations ovines. Le transfert des aides vers l'élevage et notamment le soutien aux surfaces herbagères a été bénéfique pour les moutonniers. Ajoutons à ces évolutions réglementaires des cours qui se sont redressés depuis l'été, les signaux dans cette production sont bien orientés. La modernisation des ateliers ainsi que le travail technique effectué par les éleveurs complètent cette bonne conjoncture.

PMP (Prix Moyen Pondéré) national des agneaux de boucherie



Source: FranceAgrimer

Au final, les résultats économiques progressent significativement, mais il faut dire que l'on partait de très bas. L'augmentation des aides peut représenter de 20 à 30% du produit brut et allège d'autant l'exposition de la production ovine aux fluctuations des marchés. Pourtant le nombre d'éleveurs continue à diminuer et les projets d'installation en système ovin restent timides.

Sur le plan des débouchés et de la consommation, la production ovine bénéficie d'une bonne image de naturalité et d'excellence environnementale. Cette image a pu être ternie récemment par des témoignages vidéo sur des conditions d'abattage peu respectueuses du bien-être animal. La filière doit tenir compte de cette demande sociétale au risque de se couper d'une partie de ses consommateurs. De même, la multiplication des labels et des signes officiels de qualité n'apporte pas une meilleure lisibilité pour les clients. Attention donc à ne pas trop saucissonner le produit au risque là aussi de perdre les consommateurs. Enfin, l'autre point de vigilance pour les éleveurs, se trouve dans la redéfinition des zones défavorisées et de l'avenir des ICHN dans certains territoires. Le manque à gagner pourrait être conséquent pour les exploitations ovines.



Jacques MATHÉ
jmathe@pch.cerfrance.fr

06. Grandes cultures

On connaissait 1956, 1976... 2016 est à rajouter dans cette liste des tristes années.

Une année tristement historique

L'année 2016 restera marquée comme une année historique d'un point de vue de l'agriculture française. Malheureusement, pas dans le sens espéré jusque fin avril. On connaissait 1956, 1976... 2016 est à rajouter dans cette liste des tristes années. Cette situation française n'influe que peu sur une production mondiale conséquente et donc pesante sur le marché. Dans ce contexte, seuls les oléoprotéagineux apportent un peu de perspective favorable.

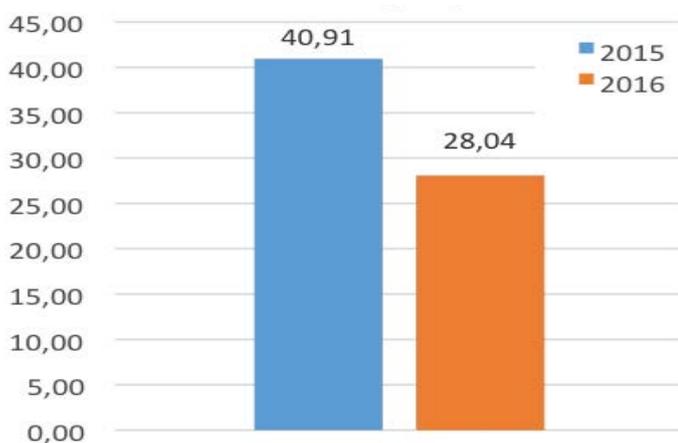
Les principaux bassins de production fortement touchés

Si la production mondiale de blé est d'un niveau record (747 MT sources France Agrimer), la production française est, elle, anormalement faible avec une baisse de 31% (soit une production inférieure à 30mT). Cette forte baisse de production s'explique par des

bassins de production fortement touchés par des événements climatiques. Que ce soit l'Île de France (-50%), le Centre Val de Loire, la Bourgogne, les Hauts de France et le Grand est (-42%), les rendements ont atteint des niveaux jamais connus depuis plusieurs décennies. Inévitablement, les situations économiques de ces régions sont donc très impactées et plusieurs années seront nécessaires pour ne plus en ressentir les effets. Cette disparité touche également la production de blé dur, avec des rendements corrects en Occitanie (1^{re} région productrice) et un décrochement de 72% des rendements en région Centre (2^e région productrice en surface). Sur le plan des orges, la baisse de production est plus mesurée (-22%) mais importante sur le marché.

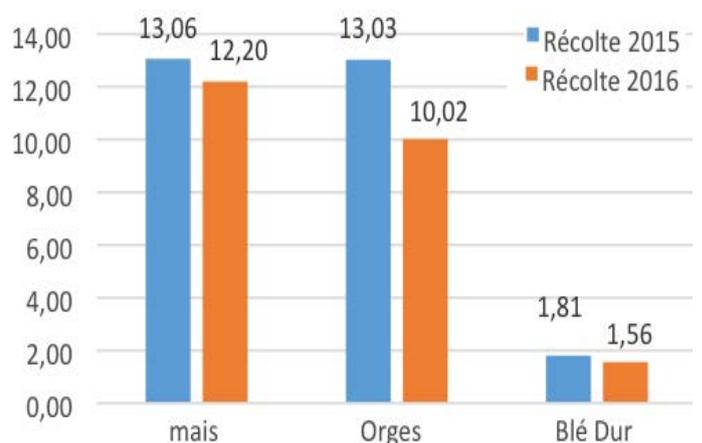
En maïs, le constat n'est pas loin d'être similaire, avec une production mondiale annoncée comme record, mais un contexte français touché par la sécheresse estivale. L'estimation France Agrimer fait état d'une production à 12Mt, soit le plus faible niveau des 10 dernières années.

Production française de blé tendre (MT)



Source: France Agrimer

Évolution de la production française (MT)



Source: France Agrimer

Les meuniers sont amenés à s'approvisionner dans des régions moins impactées en qualité.

Une qualité du blé en berne

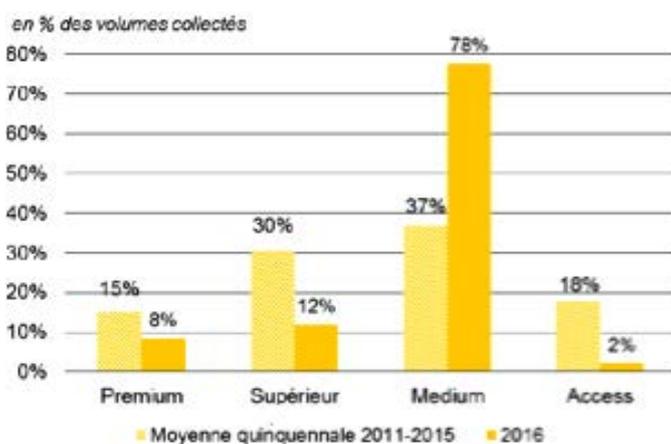
La qualité des blés est un élément important pour nos exportations, c'est un critère pouvant être déterminant dans l'accès à certains marchés. Et là encore, difficile de trouver un axe de satisfaction. Seuls 20% ont une qualité aux normes, contre 45% en moyenne sur les 4 dernières années. Pour exemple, la moyenne des Poids spécifiques (PS) est exceptionnellement basse à 73 kg/hl, contre 78 en moyenne sur les 4 dernières années. Là encore, les régions ont été inégalement touchées. Cela amène des flux inédits entre régions. Les meuniers sont amenés à s'approvisionner dans des régions moins impactées en qualité. Les régions les plus touchées qualitativement, qui présentent un pourcentage de blé fourrager exceptionnellement élevé, doivent orienter ces blés vers les régions d'élevage. Ce mouvement se manifeste aussi au niveau des semences de céréales: les régions du Centre, du Nord et de l'Est doivent se réapprovisionner pour proposer des semences d'une qualité plus acceptable.

Pour les semences de ferme, les agriculteurs ont dû s'adapter et trier plus longuement et finement afin d'avoir une levée pour 2017 la moins impactée possible par la mauvaise qualité des graines.



Les exportations en souffrance

L'offre mondiale abondante sur les principales céréales entraîne donc une pression sur les prix. Les bonnes récoltes en zone « mer noire » placent ces pays comme acteurs majeurs sur les marchés. Leur présence sur la quasi-totalité des céréales en qualité et quantité relègue les pays de l'UE à un second plan (et surtout la France). Les cours ne connaissent donc que de faibles fluctuations, essentiellement au rythme des exportations et des achats des acteurs internationaux. Difficile de trouver une voie d'amélioration dans les mois à venir. Malgré tout, une fois que les stocks en mer noire auront diminué et que leur coût de logistique augmentera, la compétitivité européenne redeviendra plus favorable et permettra éventuellement de défendre les cours... mais rien d'exceptionnel à attendre vu l'ampleur des stocks mondiaux.



Source : France Agrimer / Enquête entrée collecteurs 2016

Les oléagineux présentent une situation plus favorable.

Pour satisfaire les marchés mondiaux, il faudra également faire face aux difficultés logistiques pour proposer un lot de qualité homogène. Les blés de qualité étant hors zone habituelle d'export, en plus faible quantité et plus éparpillés sur le territoire, la mission devient difficile. Il ne faut également pas oublier notre marché intérieur. Les meuniers, les fabricants d'aliment pour les animaux sont également demandeurs d'une qualité spécifique. Il n'est d'ailleurs pas surprenant de constater un marché intérieur porteur comme le révèle le marché à terme CME (*cf. encadré*) plus de 10€/T en blé tendre au-dessus de celui d'Euronext. Cela permet d'apporter un petit soutien au marché, plutôt rare cette année.

Le Colza, espoir de la campagne ?

Les oléagineux présentent une situation plus favorable. Si la production a également reculé (-12%), elle a été plus stable. Mais c'est surtout le contexte marché qui donne plus d'optimisme. Plusieurs éléments haussiers sont présents. La hausse du pétrole, la baisse de l'euro, la baisse des surfaces semées en France et en Argentine sur la prochaine récolte, permettent de donner du soutien au prix. Les stocks mondiaux 2016-2017 sont annoncés en baisse de 1MT soit un élément de tension sur ce marché qui permet de maintenir les prix proches des 400€/T.



+ Euronext ou CME ?

En septembre dernier, le Chicago Mercantile Exchange (CME) a lancé un contrat à terme blé tendre à livraison physique dans l'Union Européenne, avec une première échéance décembre 2016. Ce contrat vient concurrencer le contrat historique de la place européenne Euronext déjà en place. Il est censé être plus représentatif de la qualité moyenne des blés du Nord de la France avec des caractéristiques un peu différentes : 74 de PS (contre 76 pour Euronext), 10,5% de protéines contre 11%, Hagberg à 170 contre 220 et sans mention « blé de meunerie » ; à noter que les minima sur le taux de protéines et le Hagberg n'entreront en vigueur sur Euronext qu'à partir de l'échéance sept 2017.

Concernant les lieux de livraisons, ce sont Rouen et Dunkerque pour Euronext alors que le contrat CME a retenu plusieurs silos de différents organismes stockeurs situés à l'intérieur du territoire. L'année 2016, caractérisée par une faible disponibilité à l'export sur Rouen et un marché intérieur assez difficile à approvisionner en blé de qualité, se traduit par une relative tension sur les prix du marché physique intérieur. C'est la raison qui explique le différentiel de cotation, de l'ordre de 10 à 15€/T en faveur du contrat CME constaté en octobre/novembre entre les deux places.

L'assurance récolte est un amortisseur de sécurité de ces années de crise.

Les oléagineux profitent également de la tension actuelle sur les huiles avec la baisse des stocks et de la production de l'huile de palme. La raison est la baisse de production des principaux pays exportateurs (Malaisie et Indonésie) couplée à une consommation mondiale dynamique notamment en Inde, premier importateur.

Pour les tournesols, les prix se maintiennent, partagés entre une bonne récolte de la zone mer noire et une bonne compétitivité face à la forte demande en huile. Il faudra malgré tout surveiller la récolte américaine de soja confirmée comme record et qui pourrait peser sur les prix.

Quelle leçon tirer face à une année inédite ?

L'année est donc très particulière et restera très impactante pour les trésoreries des exploitations, notamment pour les régions très touchées par les baisses de rendement. Les perspectives de marché ne laissent que peu d'espoir de compensation. Malgré tout, les oléoprotéagineux apportent une touche de réjouissance dans ce contexte morose. Le marché est à surveiller car il va falloir très vite se tourner vers 2017.

La logistique des OS est un enjeu d'autant plus important cette année pour valoriser au mieux les particularités des blés. Entre gestion des qualités pour l'export, approvisionnement des meuniers

et réalisation des plans de semences, toute la logistique a dû s'adapter pour y répondre au mieux. Pour les exploitations, l'enjeu de trésorerie est donc capital cette année. Si certaines exploitations fragiles auront du mal à passer une telle année, pour les autres, la réflexion sur la constitution de la marge de sécurité doit être travaillée.

La gestion du risque est aussi un axe important. L'assurance récolte est un élément qui doit jouer un rôle pour ces années exceptionnelles. Cela n'est pas un complément de revenu, c'est un amortisseur de sécurité qui doit être à considérer dans la gestion de ces années de crise. Cette gestion du risque peut aussi passer par une plus grande diversité des productions afin de profiter de la compensation entre culture (exemple: colza plus porteur cette année). Les assurances « chiffres d'affaires » arrivent aussi dans les offres des Coopératives et des assureurs, il faudra donc surveiller et en étudier les intérêts en fonction des caractéristiques de chaque exploitation.

La performance économique des exploitations reste toujours un axe de travail. Le partage d'expérience et de fonctionnement, l'échange sur les pratiques doivent permettre à chacun de gagner en compétitivité. Une telle campagne amènera inévitablement des remises en cause et des améliorations du système pour l'ensemble des acteurs.



Fabien BALZEAU
fbalzeau@valdeloire.cerfrance.fr

07. Sucre

La campagne actuelle présente les trois caractéristiques d'un marché déficitaire.

Assainissement du marché mondial à la veille de la disparition des quotas

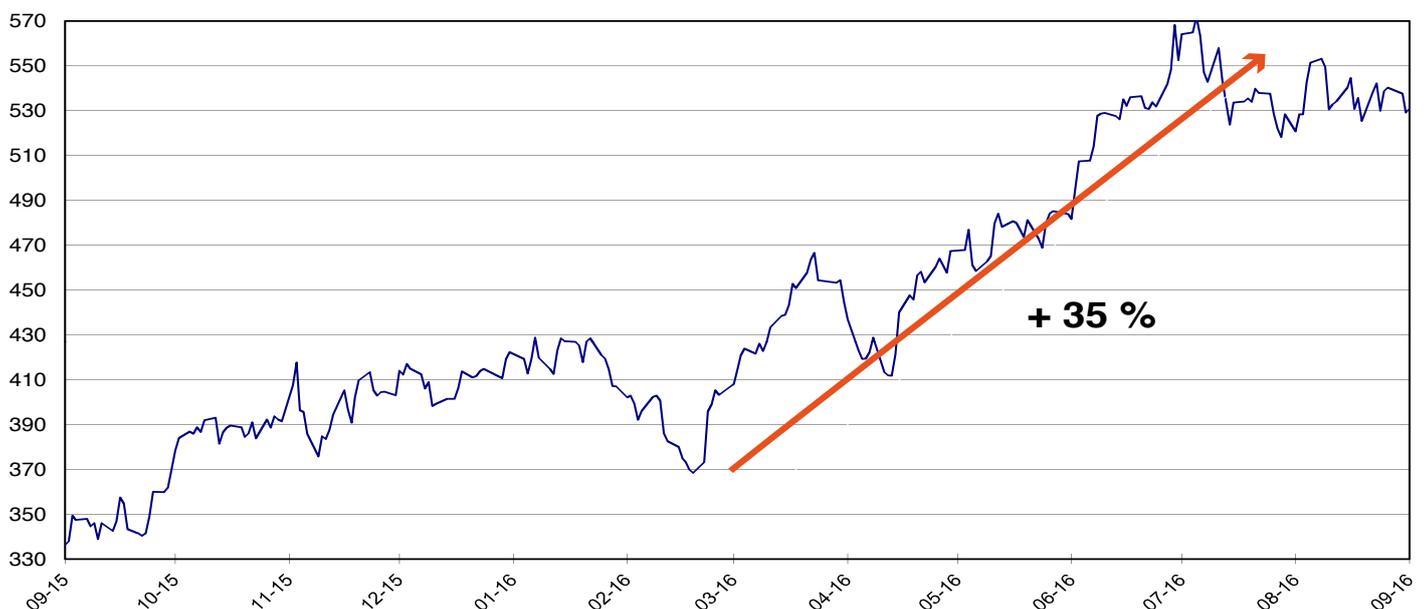
Le marché mondial du sucre reprend des couleurs...

Il y a un an, le cours du sucre blanc à Londres atteignait un plancher de 300€/T. Depuis, il a progressé de 58% en un an et même de 35% sur les 6 derniers mois. Courant octobre il était aux alentours de 600€/T. (cf. graphique)

Après un déficit de 5,7 MT pour 2015-2016, la campagne actuelle présente les trois caractéristiques d'un marché déficitaire :

- la consommation mondiale estimée à 175 MT (en augmentation de 2% sur un an) est nettement plus élevée que la production d'environ 7MT. (cf. graphique),
- la demande d'importation dépasse les disponibilités exportables. Bien que la Chine, 5^e producteur de sucre au monde, envisage une augmentation de sa production de 1MT, elle devrait rester le 1^{er} importateur de sucre,
- la diminution des stocks de fin de campagne, consécutive à deux années déficitaires conduirait à un ratio stocks/consommation de 43%, soit un niveau comparable à celui des années 2011-2012. L'ISO (International Sugar Organization) positionne le seuil critique de déclenchement d'une flambée des prix aux environs de 45%. C'est ce qui avait été constaté en 2009-2010 puis en 2011-2012.

Cours du sucre blanc FOB n° 5 à Londres en \$/tonne depuis le 1^{er} septembre 2015



Sur le marché intérieur communautaire, l'impact de la hausse du marché mondial reste encore très mesuré.

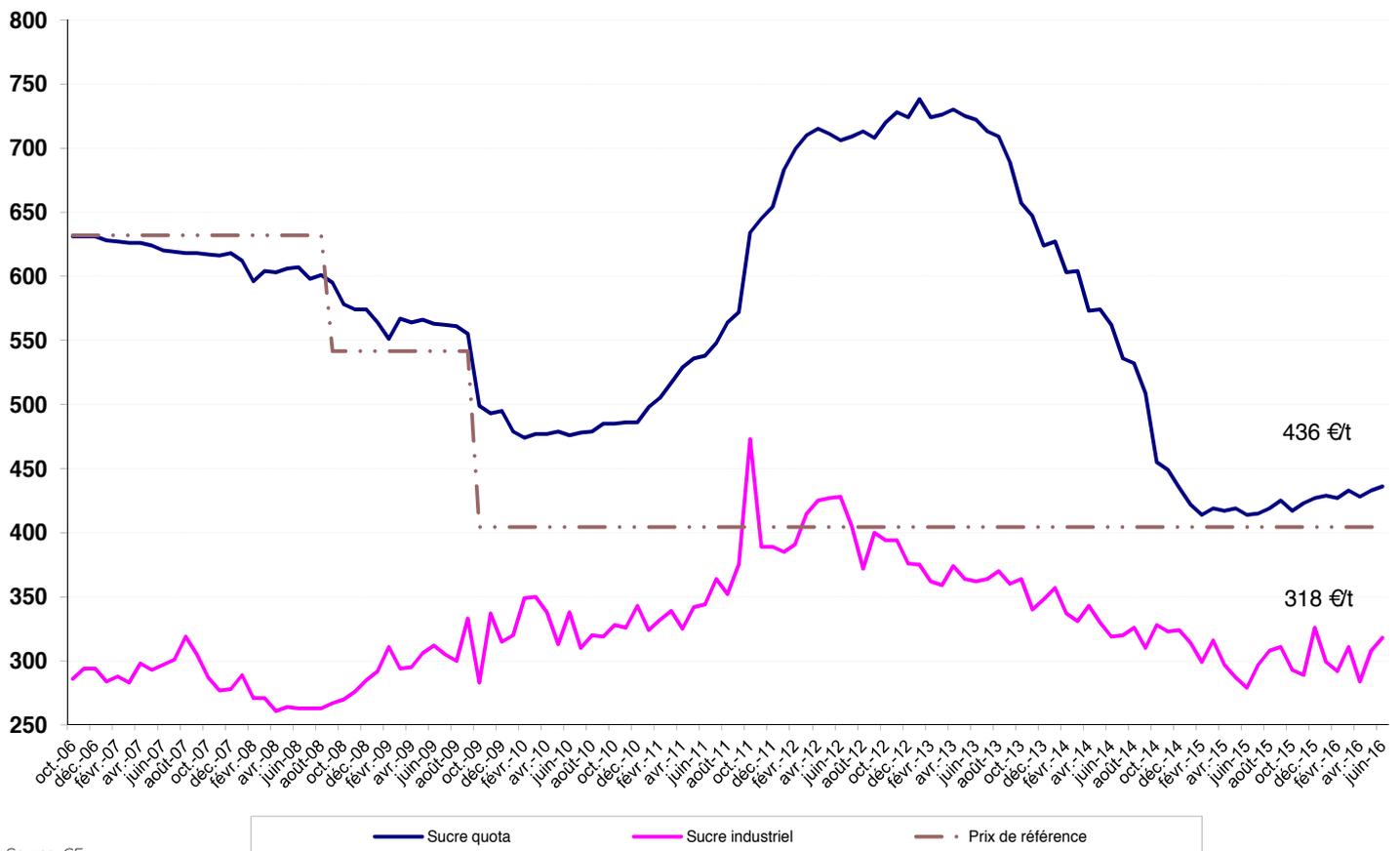
Néanmoins, la demande globale à l'importation devrait diminuer chez les principaux acheteurs, ce qui pourrait modérer les velléités d'emballement du marché, du moins à court terme.

Sur le marché intérieur communautaire, l'impact de la hausse du marché mondial reste encore très mesuré (cf. graphique), mais il pourrait se traduire, si la tendance se confirme, par quelques petits euros de supplément de prix sur la campagne 2016 pour les betteraviers...

Optimisme prudent chez les industriels sucriers français

La récolte 2016 laisse entrevoir un rendement moyen national de l'ordre de 13,5 t de sucre par ha, proche de la moyenne des cinq dernières années, avec une nouvelle fois des disparités régionales et locales importantes. L'impact de la météorologie, excès d'eau puis sécheresse, avec l'apparition ou la manifestation de maladies plus ou moins bien contrôlées, aura causé des dégâts

Évolution des prix moyens de vente du sucre blanc communautaire d'octobre 2006 à juin 2016 (en €/t)



Source: CE.

La politique européenne n'est plus incitative au développement des biocarburants de première génération.

dans beaucoup de parcelles, pénalisant ainsi le rendement moyen.

Dans une logique de diversification de l'assolement pour une stratégie de couverture du risque, la betterave sera souvent considérée comme un élément amortisseur de la chute des résultats économiques due à une récolte céréalière plus que décevante.



Des changements dans la cartographie des zones d'approvisionnement des usines

La perspective de la fin des quotas a conduit tous les fabricants de sucre à rechercher, pour 2017, une meilleure compétitivité en augmentant les surfaces betteravières pour diminuer les coûts de production unitaires. La libéralisation des relations commerciales entre planteurs et fabricants aura donné l'occasion à certains fabricants de s'affronter localement dans la conquête de nouvelles surfaces. C'est ainsi que :

- les producteurs actuels, pour la plupart, vont accroître leur surface betteravière en 2017,
- selon la couverture locale des sucreries, certains en profiteront pour changer d'industriels,
- d'anciens producteurs de zones traditionnelles, ayant abandonné la production lors du plan d'abandon de 2006, réintroduiront la culture dans leur assolement,
- de nouveaux producteurs apparaîtront.

Un nouvel accord interprofessionnel signé pour 3 campagnes

L'accord interprofessionnel, signé il y a quelques semaines pour stabiliser les relations entre producteurs et fabricants rentrera en vigueur dans un paysage betteravier quelque peu modifié et un environnement désormais soumis au droit de la concurrence qui s'impose à tous les acteurs. Le règlement délégué de l'Union Européenne du 17 mai 2016, autorise toutefois l'ensemble des planteurs fournissant une entreprise sucrière à négocier collectivement les conditions d'achats des betteraves, les conditions de réception restant du ressort de la réglementation nationale contrôlée par la DIRECCTE (ex DGCCRF, Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes). Il est à noter que cet accord interprofessionnel mentionne le caractère incessible du contrat de livraison de betteraves, sauf à ce qu'il soit transmis à titre gratuit et avec l'accord de l'industriel.

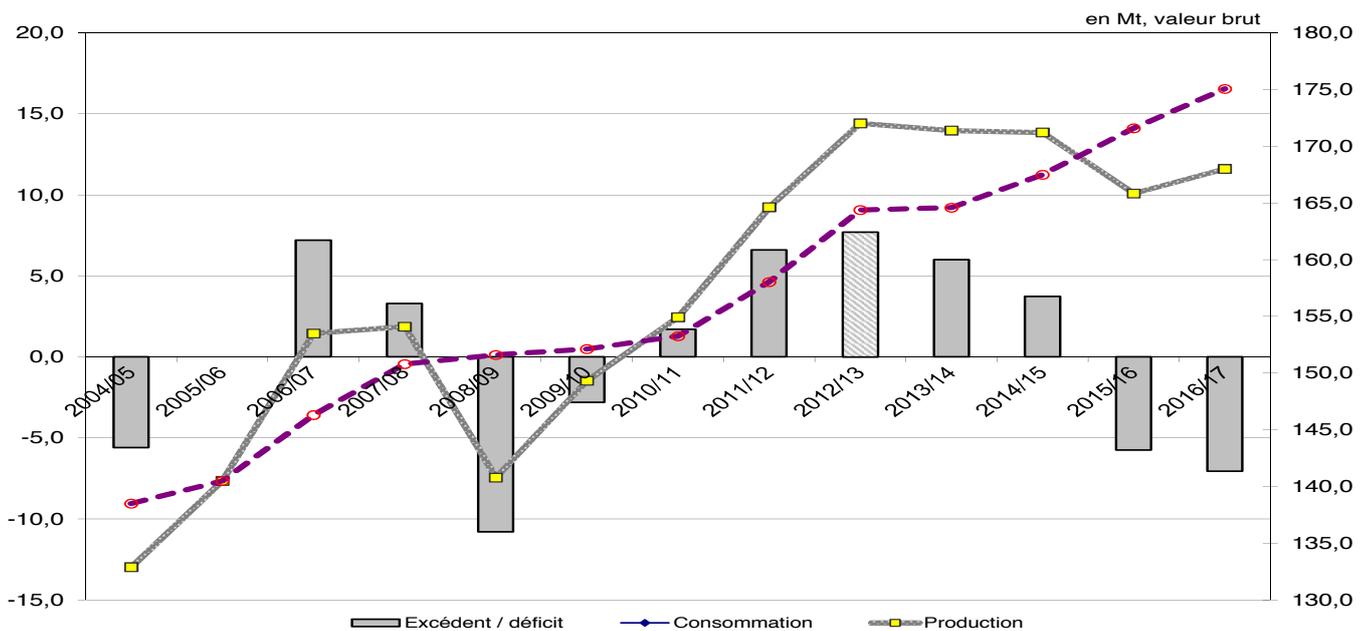
Le marché de l'éthanol reste en berne

En dépit d'une augmentation constante de la consommation mondiale de bioéthanol, le marché US de l'éthanol oscille depuis un an dans une fourchette comprise entre 1,3 et 1,70 \$/gallon, assez loin des niveaux connus en 2014.

La politique européenne n'est plus incitative au développement des biocarburants de première génération; ils ne bénéficieront plus d'aides publiques en 2020. Mais dans la perspective de la suppression des quotas sucre, la part de la betterave dans le bioéthanol, qui est actuellement de 25%, pourrait s'accroître. Notons qu'en France la consommation de SP95-E10 est en constante progression; en 2015, elle atteint même 32% de la consommation totale des essences.

La sortie des quotas marque une ère nouvelle pour la culture de la betterave.

Évolution de l'excédent/déficit mondial (ISO) Estimation Oct/sept 2016-2017



N.B.: l'ISO prend en compte, dans son estimation de la consommation, la différence entre les exportations et les importations mondiales. Cette estimation n'est donc pas tout à fait comparable avec celle de FO Light. Ceci expliquant l'écart important entre les estimations de ces deux organismes. Source: ISO

Une page d'histoire se tourne...

La sortie des quotas marque incontestablement le début d'une ère nouvelle pour la culture de la betterave et ses débouchés. Elle renvoie désormais sur un marché devenu très concurrentiel en Europe et tourné encore plus vers la mondialisation avec la libéralisation des exportations. Le rôle des principaux acteurs mondiaux des marchés du sucre, de l'éthanol, en particulier le Brésil avec sa faculté d'arbitrer quasi instantanément entre sucre ou éthanol et la parité du réel, mais aussi des autres grands pays producteurs de canne à sucre sera prépondérant dans la rentabilité de la filière; sans oublier les choix politiques en matière d'agrocarburants...

La volatilité des cours sera désormais aussi la règle pour le sucre et la betterave; cependant

l'inertie de l'industrie sucrière liée à la lourdeur du process industriel allongera probablement la période des cycles. Autant de facteurs à rajouter au coût de production pour mesurer dans l'assolement l'intérêt de la betterave, qui ne pourra plus être considérée comme une production à la rentabilité assurée mais comme une culture participant à l'équilibre économique global de l'exploitation au travers d'une diversification de l'assolement et d'une sécurisation du résultat.



Thierry LEMAÎTRE
tlemaître@neidf.cerfrance.fr

08.

Viticulture

La production mondiale de vins serait la plus faible depuis l'an 2000.

2016, une année finalement prometteuse en viticulture...

Avec de faibles quantités vendangées cet automne pour répondre à une demande mondiale dynamique, le marché du vin devrait bénéficier d'une évolution des prix favorable et de débouchés facilités. Cette situation globalement prometteuse, renforcée par des atouts structurels et stratégiques, reste néanmoins soumise à des points de vigilance.

En France, la vendange 2016 est estimée à 43 millions d'hl contre près de 48M d'hl en 2015. Le gel, suivi d'une période pluvieuse avec forte concentration de mildiou, puis la grêle et la sécheresse ont entraîné des situations contrastées avec des réductions de récolte très importantes sur la partie nord de la France.

De faibles quantités vendangées

La production mondiale de vins serait, elle aussi, la plus faible depuis l'an 2000. En Europe, malgré une légère baisse, l'Italie conserverait sa place de premier producteur mondial avec 49 Mhl et l'Espagne poursuit sa croissance avec 37Mhl.

	Récolte 2016 Milliers HL	2016-2015	2016/Moyenne 5 ans
Champagne	1915	-23%	-28%
Bourgogne / Beaujolais	1836	-20%	-19%
Alsace	1192	+18%	+10%
Savoie	111	0%	0%
Jura	87	+8%	+6%
Val de Loire	1916	-31%	-27%
Charente	7590	-20%	-12%
Sud-Ouest	3525	0%	+4%
Bordelais	6052	+7%	+12%
Languedoc-Roussillon	12300	-10%	-8%
Corse	333	-6%	+1%
Sud Est	5628	+1%	+4%
TOTAL	43195	-10%	-6%

L'innovation marketing, le retour au fait maison génèrent un changement dans les habitudes de consommation et favorisent l'arrivée de néoconsommateurs.



Une forte demande mondiale

Au niveau des ventes, les marchés internationaux restent très dynamiques, toujours tirés par la Chine et les USA. Le chiffre d'affaires cumulé des exportations françaises de vins et spiritueux représente 11,7 milliards d'euros en 2015. Il est en progression en valeur de 8,7%.

Des marchés porteurs, une production mondiale en baisse, tous les ingrédients sont présents pour avoir un écoulement des produits facilité et des évolutions de prix favorables.

Des atouts consolident un contexte positif

Selon une étude réalisée par la SOPEXA, les vins français maintiennent leur attractivité à l'étranger. La France reste incontournable dans les portefeuilles des importateurs des pays tiers. La revalorisation du dollar par rapport à l'euro nous est par ailleurs favorable pour le grand export.

La récolte de Champagne très faible en volumes ne devrait pas se traduire sur les quantités

mis en marché. La mise en réserve d'une part de production excédentaire les années à fort rendement va permettre de combler le manque cette année. Cette gestion de la production, à l'étude dans d'autres zones d'appellation, servira certainement d'exemple à suivre pour réguler le volume mis en vente chaque année. Par ailleurs, la production du Champagne étant réalisée dans sa grande majorité par l'assemblage de vins issus de plusieurs années, cela renforce la régularité de la qualité.

Enfin, si la consommation française reste structurellement en baisse en volume, on observe cependant un recul des non-consommateurs (38% en 2010 contre 33% en 2015) au profit de consommateurs occasionnels (cf. tableau). Les offres renforcées en vins effervescents et en rosés, l'innovation marketing, le développement des rencontres apéritifs « dînatoires », le retour au fait maison, à plus de cuisine... génèrent un changement positif dans les habitudes de consommation et favorisent l'arrivée de néoconsommateurs.

L'Espagne, un redoutable concurrent pour les années à venir.

Évolution de la consommation française	2010	2015
Non consommateurs	38%	33%
Consommateurs occasionnels	45%	51%
Dont consommateurs occasionnels fréquents	37%	41%

Quelques points de vigilance

Dans certaines zones de production, la faible récolte entraînera des difficultés de trésorerie dans de nombreuses exploitations.

L'utilisation renforcée de produits phytosanitaires, pour maintenir la production dans un contexte climatique défavorable, pourrait vulnérabiliser certains marchés.

Il existe également un risque de perte de marché lié au manque de production, et à l'augmentation des prix qui peut en résulter.

À moyen terme, ne négligeons pas la forte concurrence du « challenger espagnol » à l'export. L'augmentation du volume de production, l'attractivité des prix, l'amélioration de la qualité, leur logistique commerciale adaptée à l'export de volumes en vrac... font de l'Espagne un redoutable concurrent pour les années à venir, particulièrement sur tous les segments milieu de gamme et bio, ceux qui connaissent la plus forte croissance.

Enfin, le « Brexit » a entraîné une dévalorisation de la livre sterling. Or le Royaume-Uni est notre second marché à l'export, tant en volume qu'en valeur avec 2 millions d'hl pour une valeur de 1,2 milliard d'euros. L'augmentation des prix pourrait générer une réduction de la consommation ou un report sur des produits moins onéreux, notamment en provenance d'Australie. Un impact est également à craindre sur les ventes au caveau, les Anglais représentant 21% des visiteurs étrangers qui passent dans nos chais (étude Atout France).



Pierre-Gérard POUTEAU
pgpouteau@49.cerfrance.fr



Conseil National du réseau CERFRANCE

18 rue de l'Armorique 75015 PARIS
Tél. + 33 (0) 1 56 54 28 28 Fax. + 33 (0) 1 56 54 28 29
www.cerfrance.fr

Directeur de la publication: Christophe Lambert

Directeur de la rédaction: Philippe Boulet

Rédacteur en chef: Marc Varchavsky

Membres du comité de rédaction: Fabien Balzeau, Fabien Barrabé, Philippe Boulet, Anne Bras, Christine Huppert, Thierry Lemaître, Jacques Mathé, Jean-Yves Morice, Martine Poupard, Pierre-Gérard Pouteau, Marc Varchavsky, Nathalie Velay.

Réalisation: Les P'tits Papiers

Crédit photo: © Fotolia